

POUR **LA PAIX**, POUR **NOS SALAIRES**, POUR **NOS RETRAITES**,
POUR **NOS CONDITIONS DE TRAVAIL**

MOBILISONS-NOUS POUR FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT !

Le Congrès de la FNEC FP FO de Haute-Loire réuni ce vendredi 9 mai constate que la colère dans l'Éducation Nationale est immense, que ce soit dans les écoles, collèges, lycées ou services. En supprimant des postes, en diminuant significativement le budget dans les services publics avec une annonce de 3,5 milliards de coupes supplémentaires qui viennent s'ajouter aux 32 milliards de coupes dans les dépenses publiques, le gouvernement met à exécution ce qu'il qualifie être « un effort de guerre ». Et le gouvernement ne s'arrête pas car il vient d'annoncer un nouveau budget de rigueur de 40 à 50 milliards d'euros pour l'année 2026.

Conformément au mot d'ordre « pain, paix, liberté », le congrès rappelle son exigence du cessez-le-feu immédiat et d'arrêt des conflits en Palestine, en Ukraine comme partout dans le monde. Le congrès dénonce les violences, arrestations, tortures, bombardements qui s'abattent depuis 1 an et demi sur la bande de Gaza. C'est pourquoi, avec l'Union Départementale FO et la FNEC FP FO, le congrès apporte son soutien à tous ceux qui participent aux rassemblements au Puy en Velay, tous les samedis, pour l'arrêt des livraisons d'armes, pour le cessez le feu permanent et définitif et pour la libération immédiate de tous les otages palestiniens, Israéliens, journalistes, médecins.

Au nom de « cet effort de guerre », le congrès considère que le gouvernement Bayrou, plus illégitime que jamais, s'attaque aux travailleurs, aux chômeurs, à la sécurité sociales, aux retraités.

Dans l'Éducation Nationale, cette politique guerrière se traduit par de multiples suppressions de postes, le point d'indice toujours gelé et des conditions de travail toujours plus difficiles avec l'accentuation des contre-réformes.

Les participants au congrès affirment haut et fort que ce n'est pas dans la guerre qu'il faut investir mais dans :

- **Le dégel du point d'indice**
- **Une revalorisation indiciaire pour rattraper les pertes subies face à l'inflation (31,5 % de pertes depuis 2000)**
- **Pas de jour de carence et le maintien du traitement à 100 % en cas d'arrêt maladie ordinaire**
- **Le rattrapage du pouvoir d'achat et le maintien de l'indexation des pensions des retraités sur l'inflation, pas touche à l'abattement des 10% sur les impôts.**

Le congrès s'oppose par ailleurs à la répression et à la censure qui s'exercent à l'égard de toutes celles et ceux, militantes et militants syndicaux et politiques, qui dénoncent les massacres en cours à Gaza et en Cisjordanie.

Le congrès s'oppose à la procédure de dissolution du collectif « d'Urgence Palestine » engagé pour soutenir le peuple palestinien comme il s'oppose à la dissolution du collectif antifasciste de « la Jeune Garde ».

Le congrès considère que ces remises en cause constituent de véritables attaques contre la liberté d'opinion, d'expression, d'association et à ce titre ne sont pas acceptables.



Fonds publics à l'Ecole publique, fonds privés pour l'Ecole privée

Le congrès, avec la FNEC FP FO, dénonce la remise en cause de la loi de 1905 sur la laïcité. Notamment au travers de l'actualité récente, les scandales des établissements Bétharram et Stanislas ont démontré la collusion de l'Etat avec l'enseignement catholique. Le congrès dénonce le militantisme de l'état au service de l'école privée catholique. L'Etat doit rendre des comptes sur l'absence des contrôles des établissements privés catholiques, alors qu'il reste zélé sur le contrôle voire la fermeture d'établissements privés. Le congrès exige l'application de la neutralité de l'Etat et le principe de la laïcité. La preuve est faite à travers l'affaire Bétharram que le financement de l'école privée avec leur caractère propre reconnu par la loi empêche tout contrôle avec les dérives abjectes qui ont été mises en lumière.

C'est pourquoi les congressistes, avec la FNEC FP FO43, revendiquent l'application du principe "Fonds publics à l'Ecole publique, fonds privés pour l'Ecole privée".

RETRAITE : LE COMBAT CONTINUE

Le congrès rappelle son opposition à la réforme des retraites Macron/Borne et continue d'en exiger son abrogation. Le congrès se félicite que la plupart des organisations syndicales aient quitté le conclave mis en place par Bayrou.

Le congrès considère que FO n'avait rien à faire dans ce subterfuge et se félicite de notre sortie de ce carcan après la première réunion. Avec l'Union Départementale FO de Haute-Loire, le congrès de la FNEC FP FO continue d'affirmer ses revendications : ni 64, ni 63, abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne, pas d'allongement de la durée de cotisation.

ALORS, COMMENT FAIRE POUR STOPPER CETTE POLITIQUE DESTRUCTRICE ?

Les congressistes considèrent que la méthode utilisée pour s'opposer aux fermetures de classes est la bonne. Alors que ce sont près de 5000 suppressions de classes dans le 1er degré qui ont été prononcées, Ils se félicitent que les syndicats de la FNEC FP FO n'aient pas fait le jeu de la ministre Borne qui annonçait l'annulation des 4000 suppressions de postes en France.

Face à ces attaques, les mobilisations ont explosé dans tout le département, associant enseignants-élus-parents, unis pour l'annulation des fermetures.

Le congrès considère que le syndicat a toute sa place dans le soutien au comité intercommunal créé pour s'opposer à ces fermetures, comme dans son soutien au comité national qui rassemblent des délégations de personnels, parents et représentants des parents d'élèves de chaque département et qui œuvrent pour lutter contre toutes les suppressions de postes issues de la politique d'austérité du gouvernement. Le congrès apporte tout son soutien aux parents, élus et enseignants qui se mobilisent pour la sauvegarde de l'internat d'excellence du collège de la Chaise Dieu menacé de fermeture.

A l'image des mobilisations de ces dernières semaines en Haute-Loire contre les fermetures de classes dans les écoles publiques du département, contre la fermeture du CADA de Saint Beauzire, ou encore pour la défense du centre périnatal de l'hôpital de Brioude, le congrès note que, au-delà de la résistance des salariés, c'est bien toute la population qui refuse les conséquences des politiques d'austérité du gouvernement Macron/Bayrou.

Le congrès soutient et s'impliquera dans les appels émanant de ses syndicats, comme dans l'appel des AESH réunis ce vendredi 9 mai

A l'image de la mobilisation à la SNCF, où les contrôleurs organisent eux même la grève pour leurs revendications, avec leur collectif et en sollicitant leurs organisations syndicales, le congrès appelle les 120 délégués présents ce vendredi 9 mai à :

- **Préparer la résistance contre les projets néfastes,**
- **Inviter nos collègues de travail,**
- **Adopter des motions pour établir nos revendications.**



DISCUTONS DE L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE, DE L'ORGANISATION DE LA GREVE QUI SERA INÉVITABLE

- Pour l'abrogation de la réforme des retraites Macron/ Borne, contre allongement de la durée de cotisation et tout recul de l'âge de départ à la retraite, contre le système de capitalisation et contre la retraite par points,
- Pour l'augmentation des salaires et du point d'indice : 10% tout de suite et 31,5% à terme pour rattraper les pertes subies depuis 2000,
- Pour le retrait de toutes les contre réformes qui détruisent l'Ecole Publique : abandon du "Choc des savoirs", de l'acte 2 de l'école inclusive, coupes budgétaires contre les universités, réforme de la voie professionnelle, contre les PIALs et les PAS !),
- Pour la création des classes et des postes nécessaires, aussi bien dans les EPLE que dans les services,
- Pour le retrait de Parcours sup, de la réforme des lycées et l'abandon du SNU,
- Contre les licenciements,
- Pour la défense des services publics et de la sécurité sociale.

SNUDI
FO
43

SNFOLC
FO

FNEC FP
FO
43

ID
FO
Indépendance & Direction

FO
SPASEEN